Kibare

Bulletin du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA

Version en Français

N° 007
Juin 2015

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

11 BP 692 Ouagadougou
CMS 11 - Burkina Faso
Tél. : +226 25 36 58 45

www.gtenf.org

1. A PROPOS DU GTENF

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».

Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

1. A propos du GTENF.....p3
2. Activités du GTENF.....p4
3. Nouvelles des GT/Pays et des partenaires.....p16
4. Publications.....p21
5. Dernières nouvelles.....p24

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est que « l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, soit une réalité en Afrique, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux ».

Au départ, le Groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes.

Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique.

L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales:

- le déploiement, au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel;
- l'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel;
- le renforcement des capacités des prestataires du non formel;
- la consolidation des partenariats entre le public et le privé;
- le renforcement des capacités des prestataires du non formel et de la société civile en général;
- la contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le GTENF participe à une session extraordinaire du cadre partenarial du Burkina Faso

Le **cadre partenarial** est une initiative du Ministère de l'Education du Burkina pour créer un forum de discussion entre les partenaires nationaux et internationaux impliqués dans les reformes éducatives du pays. C'est un lieu où sont exposées et discutées les initiatives pédagogiques porteuses, les expérimentations en matière d'éducation, les bilans des activités entreprises notamment dans le cadre du Programme national de Développement de l'Education de Base, plus connu sous le sigle PDSEB. Participent à de tels fora des représentants des services centraux des ministères d'éducation, des partenaires techniques et financiers et de la société civile. Le GTENF de l'ADEA y est régulièrement associé et il contribue aux débats.

La rencontre d'avril 2015 a eu lieu à Ouagadougou et a porté sur l'examen du rapport préliminaire d'une étude portant sur l'Observation des Pratiques Enseignantes en Relation avec les Apprentissages des élèves (OPERA). Elle a été conduite dans le cadre d'une coopération entre l'Université Cheick Anta Diop du Sénégal (Professeur Nacuzon Sall), l'Université de Koudougou du Burkina Faso (Afsata Paré Kaboré) et l'Université de Nîmes de la France (Marguerite Altet).

Cette étude a été conçue dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'éducation de base au Burkina Faso. Elle s'est intéressée en particulier aux pratiques enseignantes en mathématiques, en français et en disciplines d'éveil (histoire, géographie, observation, etc.). Le but de l'étude était de faire un diagnostic du processus d'enseignement et d'apprentissage dans les classes du primaire du Burkina Faso et d'examiner les voies et moyens à mettre en œuvre pour renforcer les capacités des enseignants à dispenser les cours dans ces matières.

L'enquête a été menée auprès de 45 écoles pour deux classes -le CP2 et le CM2- avec 90

Des élèves en situation d'apprentissage dans une école typique de l'Afrique de l'Ouest

Au terme de l'étude, il a été observé, entre autres, que la perception des enseignants sur la place et le rôle de l'élève dans le processus éducatif diffère de manière significative d'un maître à un autre. En effet, dans la majorité des cas, les enseignants sont dans une logique d'apprentissage et ils s'investissent beaucoup plus dans les aspects organisationnels de la classe que dans le domaine didactique, alors que les enseignantes sont plutôt dans une logique d'enseignement.

L'étude a abouti à d'autres constats tout aussi pertinents qui ont conduit les auteurs à recommander de : (1) clarifier les théories d'apprentissage sous-jacentes, (2) chercher des pistes de formation plus appropriées pour les enseignants et les encadreurs et (3) repenser fondamentalement les modules et les outils de formation utilisés dans l'enseignement des mathématiques, du français et des disciplines d'éveil au Burkina Faso.

Cette étude intervient dans un contexte de réforme des systèmes éducatifs africains se caractérisant par la promotion des sciences, des mathématiques et de la communication dans les différents ordres d'enseignement. Son rapport final pourrait donc être avantageusement disséminé au plan africain et exploité pour aider les autres pays à bien diagnostiquer leurs propres stratégies d'enseignement de ces disciplines. Le leadership d'une telle

dissémination pourrait être porté par l'ADEA et le GTENF en particulier. L'étude peut être consultée sur le site : www.opera-burkina.org.

L' introduction des collèges communautaires en Afrique de l'Ouest discutée par des pays de l'UEMOA pour faire face aux problèmes des jeunes

La question de l'emploi des jeunes constitue un défi majeur pour les pays de l'espace UEMOA. Pour relever ce défi, ces pays ont diligenté une étude pour voir dans quelle mesure l'approche des collèges communautaires pratiquée en Amérique pourrait être introduite et généralisée en Afrique de l'Ouest.

Les réformes initiées dans les pays de l'espace UEMOA en matière d'Emploi et de Formation Technique et Professionnelle (EFTP) n'ont jusqu'ici « *pas apporté les réponses adéquates aux besoins d'employabilité et d'insertion professionnelle de plus en plus forts de la jeunesse sur le marché du travail, ni à freiner le chômage et le sous-emploi des jeunes qui ont pris ces dernières années des proportions inquiétantes au point de devenir le principal facteur de risque de déstabilisation de nos pays* »[1].

Les pays de l'UEMOA cherchent donc des solutions originales pour une meilleure adéquation entre formation et emploi. C'est ainsi qu'une étude a été menée pour faire face à ce sérieux défi. Il en a résulté un rapport très riche en enseignements. Celle-ci a préconisé l'introduction des collèges communautaires [2]. Un atelier de validation des conclusions de ce rapport a donc été organisé en mars 2015 à Ouagadougou.

L'atelier a regroupé des cadres de l'organisation en charge du secteur au sein de l'UEMOA, leurs partenaires, des représentants des six pays concernés et les consultants, essentiellement canadiens, qui ont mené l'étude. Il a connu trois moments forts: (1) la présentation et la discussion du rapport de l'étude de faisabilité, (2) l'Examen de l'état des lieux de la formation professionnelle au niveau des pays concernés et du positionnement de ces pays par rapport à l'introduction des collèges, (3) et la présentation et discussion des conditions de mise en œuvre d'une expérience pilote des collèges communautaires dans les pays de l'UEMOA.

A chacun de ces moments, une attention particulière a été portée sur les questions liées (a) à la gouvernance, (b) au partenariat, (c) à la pédagogie et (d) au financement.

D'une manière générale, les participants à l'atelier ont retenu qu'il y a avantage à introduire les collèges dans les pays de l'UEMOA car l'impact économique et social de cette forme d'éducation et de formation est solide et a été documentée par plus de 1 000 études.

Les participants ont suggéré cependant de pousser davantage la réflexion sur des questionnements relatifs : (1) au mode de financement des collèges communautaires et à la participation d'étudiants africains à ce financement, (2) aux relations à développer entre l'entreprise et les collèges communautaires, (3) à la gestion des flux d'étudiants, (4) à la place de la formation générale dans le curriculum, (5)

Des débats animés ont caractérisé l'atelier sur l'introduction des Collèges communautaires dans l'espace UEMOA

1 Discours introductif du représentant de l'UEMOA à l'atelier

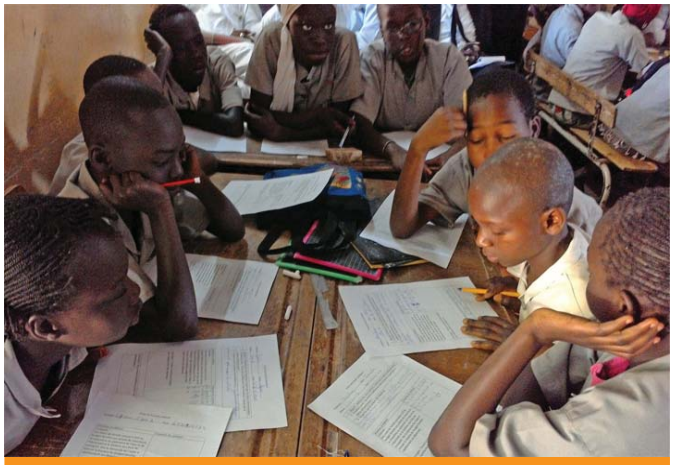
2 La notion de « Collège » est différente selon qu' on a à faire à des systèmes anglo-saxons ou français. Dans les premiers, il renvoie à l'idée des études post secondaires aboutissant à la licence, tandis que chez les seconds, le collège désigne plutôt le post primaire (entre la 7ème et la 10ème année d'étude). Les collèges communautaires seraient donc des sortes d'universités du 1er degré aboutissant aux BTS (brevet de techniciens supérieurs).

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

à l'arrimage à envisager avec les programmes existants et les reformes en cours, (6) à la formation des formateurs et à leurs statuts, (7) aux formes d'évaluation à intégrer dès la phase de conception, (8) à la coopération à envisager entre les différents collèges communautaires d'un lieu, d'un pays et de zone UEMOA, (9) à l'arrimage des collèges communautaires aux réformes actuellement en cours, notamment le LMD, (10) à tout ce qu'il y a à envisager en amont (au niveau du marché de l'emploi) et en aval (au niveau de la qualité de l'éducation de base), (11) à la prise en compte des cultures institutionnelles caractéristiques des systèmes éducatifs de la zone UEMOA, (12) à la campagne de plaidoyer/sensibilisation à faire autour de cette réforme, (13) à la Capitalisation à envisager afin d'étendre la formule à des pays autres que ceux de l'UEMOA, et (14) au partenariat à envisager avec les autres parties dont l'ADEA.

L'idée d'envisager une phase pilote a été bien accueillie même si certains participants ont pensé qu'il eut fallu investiguer ces questionnements ci-dessous avant de lancer cette idée de collège communautaire.

L'introduction de la formule des collèges **communautaires** est assurément une bonne initiative car elle est en adéquation avec au moins quatre priorités des réformes majeures en cours en Afrique. Il y a celle qui concerne la décentralisation qui vise à octroyer plus d'autorité et de leadership aux structures éducatives locales.



Des élèves en travail de groupe

Il faut mentionner aussi les réformes visant une meilleure adéquation entre le monde de la formation et celui de l'emploi. Une troisième réforme qui justifierait l'introduction des collèges communautaires est la politique affirmative menée actuellement en faveur des jeunes et pour une réelle valorisation du dividende démographique de l'Afrique. Un quatrième argument en faveur de ces collèges est le souci des systèmes éducatifs de la zone francophone d'Afrique de renforcer la pratique, l'apprentissage des métiers et la maitrise des savoir-faire dans les curricula.

Il est donc important que l'ADEA s'inscrive dans la démarche de la généralisation des collèges communautaires en Afrique. Elle peut bénéficier en s'inscrivant dans cette dynamique et en jouant un rôle dans le Comité de pilotage de l'initiative. Elle peut aussi contribuer au contrôle de qualité des programmes à initier. Une autre idée serait de se positionner pour la capitalisation de la phase pilote de manière à contribuer au plaidoyer, à la sensibilisation et à la dissémination de l'expérience à travers l'Afrique.

Le GTENF et l'APENF du Burkina participent au colloque du ROCARE à Bamako

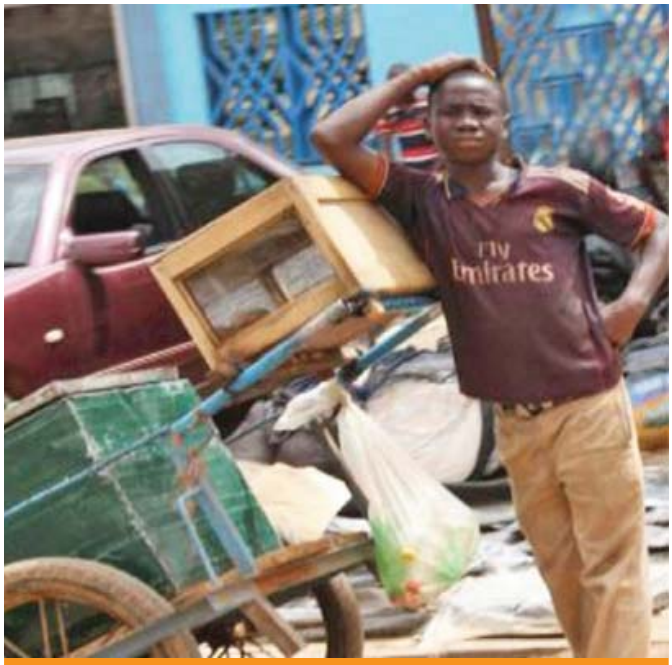
Le Secrétariat Exécutif du Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) a organisé à Bamako, en mars 2015, un colloque international sur « l'*Education et la formation pour l'intégration, la paix et le développement socio-économique en Afrique* ». L'organisation de ce colloque s'inscrit dans la dynamique de la mise en œuvre du plan stratégique 2012-2016 du réseau. Le colloque a drainé du monde dans la capitale malienne. Y ont participé les coordinations de 16 pays membres du ROCARE, les ONG, les institutions partenaires, des agences bilatérales et multi latérales, des ministères d'éducation et d'éminents chercheurs africains et d'ailleurs.
D'entrée de jeu, trois documentaires ont été présentés aux participants pour servir de base

des débats. Le premier portait sur le ROCARE, le deuxième sur le LMD[3] et le dernier sur le concept de la Paix. Ensuite il y a eu trois (03) tables-rondes sur « *l'Education, Formation, Intégration et Développement en Afrique* » et sur « *la Prévention et la gestion des conflits* ». Après ces présentations magistrales et ces tables rondes toutes en plénières, le colloque s'est poursuivi avec des travaux en atelier sur les trois sous-thèmes suivants :

- «l'école et la mondialisation : compétences des acteurs et perspectives pour une éducation inclusive de qualité et d'équité»
- «la déperdition scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes : quelles réalités, priorités et perspectives ? «
- «l'enseignement supérieur et l'employabilité : quels enjeux et perspectives pour l'employabilité des diplômés ?»
- Le GTENF et l'APENF se sont inscrits dans le sous-thème 1 et ont présenté respectivement l'expérience de la revue par les pairs et celle de la mesure des acquis par les indicateurs du droit à l'éducation au niveau provincial et communal.
- Les travaux ont été clos par les plénières qui ont porté sur deux points : 1) la présentation des résultats de recherche des pays de l'étude transnationale 1 «Etude de faisabilité pour l'élaboration d'un programme scolaire original devant rehausser la préparation à l'employabilité des collégiens (ne) s en Gambie, Guinée Bissau au Nigéria et au Sénégal» et 2) la conférence sur «L'enseignement supérieur et ses crises : quels gouvernance et leadership ?».

Cette participation des deux structures a permis de partager des expériences intéressantes qui se mènent au niveau de l'éducation non formelle et qui peuvent faire école.

Le colloque a été rehaussé par la présence du ministre de l'Education du Mali et de l'ancien ministre de l'Education du Sénégal.



L'insertion socioprofessionnelle des jeunes a été un des sujets clés au colloque de ROCARE (Bamako 2015). Ici un jeune collégien converti au petit commerce dans une grande ville africaine

Conférence sur l'EPT en Afrique: les Ministres africains s'engagent fermement pour le Post-2015

Une rencontre de haut niveau entre partenaires de l'éducation s'est tenue en février 2015 à Kigali. Une des grandes décisions prises à l'occasion de cette grande conférence est d'inciter tous les partenaires éducatifs africains, notamment les ministres africains, à revisiter leurs priorités, leurs stratégies et leurs objectifs pour la période Post- 2015.

Dans un contexte marqué par de nouvelles perspectives et des défis émergents, les participants à la conférence ont approuvé l'objectif primordial qui vise à « *Assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous* ».

3 Le LMD est une réforme majeure des systèmes universitaires en Afrique francophone. Il s'inspire du modèle anglo-saxon qui est structuré autour de trois niveaux : la Licence, le Master et le Doctorat, d'où les sigles LMD.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Dans le document final, les ministres africains de l'Éducation ont mis en évidence les progrès importants accomplis dans le domaine de l'éducation à travers le continent et identifié les domaines prioritaires à cibler après 2015.

Ces domaines sont entre autres : un accès équitable et inclusif à l'éducation pour tous et les questions relatives à l'inclusion, l'équité et l'égalité entre les sexes.

Les participants ont souligné la nécessité d'entretenir des politiques globales sur les enseignants dans les nations africaines**.** Ils ont également appelé à « *une action concertée pour accroître les investissements pour le recrutement, la formation, le déploiement, la gestion, l'évaluation, le développement professionnel continu et l'amélioration du bien-être des enseignants à tous les niveaux d'enseignement, formel et non formel* ».

La rencontre fut une occasion pour les participants à la conférence de féliciter les chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine (UA) de la décision prise au Sommet de Malabo (Guinée Equatoriale) qui a demandé la réalisation d'une étude portant sur la formation, la vie et les conditions de travail des enseignants en Afrique. Ils ont invité les décideurs politiques, les organisations syndicales et les parties prenantes de l'éducation à instaurer un dialogue social permanent et constructif afin d'améliorer les conditions de travail des enseignants, d'accroître la responsabilisation mutuelle et de promouvoir un environnement d'apprentissage sûr, paisible et productif. En outre, les participants à la conférence ont émis le vœu qu'il ait des innovations en matière de formation des enseignants et de pratiques pédagogiques qui incluraient l'utilisation des nouveaux médias et des technologies de l'information et la communication (TIC).

L'importance de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour le développement durable a été mise en avant et dans son sillage, la conférence a décidé de soutenir les politiques et la planification intégrant la dimension genre ; d'intégrer les questions relatives au genre dans la formation des enseignants ; de faire cesser les violences à l'égard des filles, les grossesses non désirées et les mariages précoces ; de réduire les comportements sexuels à risque et le VIH/Sida à travers une éducation à la santé reproductive adaptée à l'âge ; de s'attaquer aux pratiques culturelles néfastes ; de s'assurer que les filles restent à l'école jusqu'au cycle supérieur, soutenues entre autres par des programmes d'alimentation et de nutrition ; les toilettes, la santé et des écoles secondaires accessibles et l'offre de bourses d'études ; de relier les programmes d'alphabétisation des femmes aux droits des femmes, au leadership, à la santé, à la nutrition, à la paix et à la sécurité, aux compétences entrepreneuriales, etc.; de garantir des environnements d'apprentissage sensibles à la dimension genre.

Il a été l'occasion à Kigali, de réitérer l'objectif majeur de l'éducation qui vise à « Assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité pour tous, y compris les jeunes vulnérables »

La conférence a considéré la qualité de l'éducation et les résultats d'apprentissage comme des questions urgentes et a demandé la mise en

place de politiques, de stratégies et de cadres juridiques pour fournir des ressources, définir des normes, promouvoir le multilinguisme et l'utilisation des langues africaines, effectuer un suivi approprié des résultats d'apprentissage et étudier les approches novatrices incluant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

La conférence a également appelé au renforcement du leadership et de la gouvernance scolaires qui impliqueraient les communautés tout en garantissant des environnements d'apprentissage sûrs et exempts de violence, inclusifs et qui intègrent la dimension genre.

Les participants ont aussi appelé au renforcement de la science, la technologie et le développement des compétences pour l'innovation, la créativité, l'entreprenariat et l'employabilité, en accordant une attention accrue aux jeunes, aux filles et aux groupes marginalisés.

La rencontre s'est engagée en faveur de la promotion et l'inclusion du développement, de l'utilisation et de la diffusion des sciences autochtones dans les systèmes éducatifs.

A cet effet, les participants à la conférence ont demandé à toutes les parties prenantes de l'éducation en Afrique de renforcer la recherche, l'enseignement et l'apprentissage de la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, à tous les niveaux de l'enseignement, y compris les sous-secteurs formel, non formel et informel « *en établissant des liens dynamiques avec les secteurs sociaux, productifs et des services* ».

Ils ont aussi appelé à une transformation globale de l'Enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP) et des systèmes d'enseignement supérieur, en donnant la priorité à la qualité, la coopération régionale en vue de programmes communs, la reconnaissance et le transfert des crédits et la souplesse en matière d'admission et de réadmission des étudiants dans le monde du travail et la formation continue.

L'environnement éducatif est essentiel à un bon apprentissage : ici une cour d'école bien entretenue

La conférence a également demandé l'élaboration de mécanismes qui garantiront l'assurance qualité et la comparaison des progrès aux niveaux nationaux et régionaux, en veillant à la correspondance du marché du travail avec les compétences acquises et au renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT) liés aux plans nationaux de développement des ressources humaines.

Reconnaissant la globalisation et l'interconnexion progressive du monde confronté aux problèmes humains et environnementaux émergents qui créent des conditions et des tensions qui nécessitent une coopération et une harmonie plus importante entre l'humanité et la nature, la conférence a en outre reconnu l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) pour promouvoir le développement de valeurs, d'attitudes et de compétences nécessaires pour un monde plus pacifique, juste, inclusif et harmonieux.

Les participants ont demandé l'institutionnalisation de l'éducation en vue du développement durable l'EDD-ECM à travers l'éducation formelle, non formelle et informelle par : a) la promotion d'une approche humaniste de l'éducation (esprit Ubuntu) qui renforce entre autres le respect de soi, des autres et de la planète, b) l'implication de toutes les parties prenantes pour promouvoir l'agenda de l'EDD-ECM, c) l'utilisation des protocoles régionaux

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

existants et des initiatives régionales en cours pour promouvoir l'agenda de l'EDD-ECM, d) l'examen et l'intégration des composantes de l'EDD-ECM dans toutes les matières à tous les niveaux de l'enseignement.

La conférence a noté que le pourcentage élevé des jeunes est un atout potentiel pour la transformation de l'Afrique. Eu égard aux niveaux élevés d'analphabétisme des adultes et des jeunes, surtout des filles et des femmes, et le nombre considérable d'enfants et de jeunes non scolarisés, la conférence a appelé les parties prenantes à s'assurer que tous les jeunes et les adultes, en particulier les femmes, aient accès à l'apprentissage continu tout au long de la vie et à l'alphabétisme fonctionnel, et les compétences requises pour la vie et le travail si l'on veut que le dividende des jeunes assure le rendement nécessaire. De plus, il est impératif que les gouvernements et les parties prenantes créent davantage de programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes attractifs et pertinents pour le contexte africain.

Kigali a réaffirmé, une fois de plus, le caractère urgent de se pencher sur le problème des jeunes dans le cadre d'un apprentissage tout au long de la vie La conférence a fait observer que le gouvernement assume la responsabilité principale du financement efficient, équitable et durable de l'éducation.

Elle a reconnu l'investissement limité dans l'éducation, la faiblesse de la gouvernance et des structures administratives des systèmes éducatifs et s'est engagée à renforcer la gouvernance financière et à accroître l'affectation nationale des ressources et leur mobilisation interne en faveur de l'éducation, en ciblant particulièrement les sous-secteurs qui manquent de ressources, notamment l'EPPE, l'analphabétisme des jeunes et des adultes, l'EFTP et l'enseignement supérieur, entre autres.

Les participants à la conférence ont appelé à maintenir la dynamique pour finaliser un Agenda et un Cadre d'action de l'éducation post-2015 complet, bien coordonné et qui accorde toute sa place aux jeunes

Les recommandations formulées à cet égard ont inclu le respect des limites internationalement reconnues d'au moins 6% du PIB et de 20% des dépenses publiques à l'éducation ainsi que l'utilisation efficiente et le ciblage équitable de ces ressources.

La contribution du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pour combler le déficit de financement a été reconnue par la conférence et un appel a été lancé pour élargir les domaines de soutien à la réalisation des objectifs de l'éducation post-2015. Un autre appel a été lancé aux partenaires du développement pour qu'ils s'engagent à nouveau à accroître, à mieux cibler et à coordonner l'aide publique au développement conformément aux priorités et plans éducatifs régionaux et nationaux.

La conférence a exprimé son engagement à promouvoir le rôle des organisations de la société civile au sein d'une coalition travaillant sur l'éducation en Afrique. À cet égard, les participants ont approuvé l'utilisation de systèmes et de mécanismes de gouvernance

ouverts et transparents pour la surveillance, la déclaration et la responsabilisation budgétaires en vue d'une utilisation efficiente des ressources.

Cette conférence a été le point culminant des discussions menées depuis deux ans sur les nouveaux objectifs et cibles mondiaux de l'agenda de l'éducation post-2015 et prépare le terrain pour le Forum mondial de l'éducation à Incheon en République de Corée, prévu en mai 2015, et l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2015.

Les consultations déjà organisées ont abouti à des accords significatifs parmi lesquels l'Accord de Mascate, le Document final de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Groupe de travail ouvert (GTTO) pour les objectifs de développement durable, la Position commune de l'Afrique post-2015 (PCA) et l'Agenda 2063 de l'Afrique et les examens et initiatives nationales de l'Éducation pour Tous.

Les participants à la conférence ont appelé les organismes des Nations unies, les partenaires au développement, les organisations de la société civile, les représentants des jeunes et le secteur privé sous la direction de l'UNESCO et de l'Union africaine à maintenir la dynamique pour finaliser un Agenda et un Cadre d'action de l'éducation post-2015 complet et bien coordonné.

Le Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina rencontre le Coordonnateur du GTENF-ADEA

Le coordonnateur du Groupe de Travail de l'Education Non Formelle de l'ADEA (GTENF-ADEA), le Pr. Ibrahima BAH-LALYA, a eu une séance de travail avec Son Excellence le Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) du Burkina-Faso, Mr Samadou COULIBALY. Le Directeur de cabinet ainsi que le Secrétaire Général du MENA et les chargés de Programme du GTENF y ont pris part.

Il faut rappeler que le GTENF entretient de solides relations de travail avec le MENA. C'est pourquoi les deux institutions organisent régulièrement des rencontres qui sont des occasions de passer en revue les programmes et les projets dans lesquels les deux structures sont impliquées.
En cette séance du 16 avril 2015, le thème de la rencontre a été introduit par le Secrétaire Général du MENA.

Le GTENF entretient de solides relations avec le Ministère d'Education Nationale (sur la photo) du pays hôte,le Burkina Faso

En réponse, le Coordonnateur a pris la parole pour remercier le Ministre pour sa disponibilité à recevoir l'équipe malgré son agenda chargé. Ensuite, après avoir introduit les deux chargés de programme en sa compagnie, il a au nom de Mme Oley DIBBA-WADDA, Secrétaire exécutive de l'ADEA, remercié le MENA pour sa remarquable contribution à toutes les instances de l'ADEA, en particulier aux Sessions du Forum des Ministres et du Comité Directeur.

En plus , il a présenté le GTENF, notamment sa structuration, son mode de fonctionnement, ses relations partenariales avec le MENA et l'APENF, structure hôte du GTENF. Il a rappelé les principaux programmes dans lesquels ce partenariat se concrétise, en particulier :

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

(i) la Revue par les pairs où l'ADEA devait, dans le cadre de la nouvelle réforme, approfondir la réflexion sur le curriculum, l'arrimage et la préprofessionnalisation ;

(ii) le Pôle de qualité Inter-pays sur l'alphabétisation et les langues nationales où les deux structures doivent collaborer en vue de coordonner les actions en faveur des groupes cibles pour les 14 pays du Pôle ;

(iii) la Mission conjointe de la revue du Programme de Développement stratégique de l'Education de Base au Burkina (PDSEB) et la participation aux travaux du groupe thématique y relatif ;

(iv) la contribution du GTENF aux travaux du cadre partenarial ;

(v) l'implication du GTENF à « Educate A Child », un programme financé par le Qatar et auquel participe le GTENF ;

(vi) les études analytiques sur des thèmes pointus tels que la refondation du tableau de bord sur la Mesure du Droit à l'éducation ;

En réponse, le Ministre a réitéré son entière disponibilité à continuer à renforcer cette fructueuse collaboration. C'est dans cette optique qu'il a informé la délégation du GTENF que, ***le Burkina s'engage à éponger toutes ses dettes au titre des cotisations des Etats membres de l'ADEA***. Il entreprendra au cours de son mandat toutes les actions nécessaires à la dynamisation de ce partenariat. En effet, pour le Ministre COULIBALY, les objectifs poursuivis par l'ADEA sont entièrement en phase avec ceux du MENA.

C'est sur cette note qu'a pris fin l'audience après que le Ministre ait reçu de la part du coordonnateur des exemplaires du journal Kibaré.

Education Pour Tous : La Conférence des Ministres Africains d'éducation COMEDAF recommande une position africaine commune sur le Dossier Post-2015

Le Bureau de la Conférence des Ministres de l'éducation de l'Union Africaine (COMEDAF VI) a profité de la réunion de Kigali tenue en février 2015sur le bilan de l'EPT en Afrique pour organiser une réunion extraordinaire. Son objectif était d'affirmer une position commune africaine sur l'Agenda mondial de l'éducation post-2015. L'idée était de faire en sorte que les décisions du sommet de l'UA sur le rapport de la COMEDAF VI soient prises en considération dans les discussions, et qu'elles contribuent au développement de la Stratégie d'éducation post-2015 pour l'Afrique.

Cette réunion était ouverte à l'ensemble des ministres de l'éducation présents à Kigali ainsi que leurs représentants et leurs partenaires majeurs[4].

Les questions importantes abordées concernaient la nécessité pour les programmes post-2015 d'inclure au moins les aspects suivants :

i. un agenda clair pour l'enseignement scientifique dans les écoles.

ii. La science et la technologie devraient être vues sous l'angle de l'enseignant et de l'apprenant ;

iii. l'accent sur les programmes et des activités réalistes, réalisables et mesurables ;

iv. le renforcement des capacités pédagogiques et de gestion ;

- *4 Pays représentés par leurs ministres d'éducation : Angola, Botswana, Comores, Cap Vert, Érythrée, Ghana, Côte d'Ivoire, Lesotho, Mali, République de Maurice, Namibie, Niger, Rwanda, Sud-Soudan, Sao Tome et Principe, Sénégal;*
- *Pays représentés par des hauts cadres ministériels : Burkina Faso, Burundi, Tchad, République Centrafricaine, Congo, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Uganda, Zambie, et Zanzibar;*
- *Partenaires représentés : UNESCO, ADEA, CONFEMEN, PASEC, CEMASTEA, FAWE et l'ANCEFA.*

2. ACTIVITES DU GTENF

v. le renforcement du partenariat et de la coopération interafricaine;

vi. une attention spéciale aux enfants et aux jeunes désavantagés, aux marginalisés et aux vulnérables;

vii. l'amélioration des instruments utilisés pour les processus d'évaluation afin d'avoir une image complète de la situation de l'éducation en Afrique, recueillir de solides données et faire des décisions politiques informées;

viii. la redéfinition de la notion de l'enseignement de base qui doit couvrir le pré et le post primaire ;

ix. une prise en compte effective de l'apprentissage tout au long de la vie qui ne doit pas être confondu avec la formation technique et professionnelle ;

x. une prise en compte effective des savoirs et des savoir-faire endogènes;

xi. le renforcement de l'enseignement des valeurs;

xii. la reforme des curriculums de manière à consolider l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie;

xiii. un accent particulier à mettre sur les problèmes liés aux marginalisés y compris les enfants Talibé et les enfants issus du nomadisme;

xiv. la promotion de l'enseignement à distance avec les ressources technologiques actuelles dans les pays. Le Cap Vert a demandé à devenir un partenaire de l'Université panafricaine dans le domaine des sciences maritimes ;

xv. l'implication de toutes les parties des élèves dans la discussion de l'agenda post-2015.

Après discussion et échanges entre les délégations, la réunion a convenu de réfléchir sur les sujets ci-dessus mentionnés en vue d'élaborer une stratégie continentale pour l'éducation Post-2015. Les participants ont adopté les résultats de l'évaluation EPT de l'UNESCO présentée à la Conférence de Kigali,

Les programmes éducatifs pour être efficaces doivent s'arrimer à la lutte contre la pauvreté, en général

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

ce qui cadre avec l'Evaluation à mi -parcours de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique entreprise parl'UA. Ils ont convenu de prendre en considération les résultats de l'évaluation finale de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique. Ils ont invité la Commission de l'UA à faire une synthèse de l'évaluation EPT de l'Afrique du Nord avec celle de l'Afrique subsaharienne pour aller vers l'élaboration d'une stratégie continentale commune de l'éducation Post-2015.

A terme, les ministres de l'éducation des Etats membres de l'Union africaine, leurs représentants et leurs partenaires ont été invités à s'engager dans le processus depuis Kigali devant aboutir à Incheon, en Corée, et à New York pour l'adoption des objectifs de développement durable post-2015.

Il a été convenu qu'ils exprimeront les points de vue d'une Afrique unie, conformément à la Position africaine commune et à l'Agenda africain 2063.

A Kigali, les partenaires de l'éducation font le bilan de l'EPT en Afrique et se projettent sur le post-2015

Kigali, la capitale du Rwanda, a accueilli l'élite des systèmes d'éducation africains et de leurs partenaires pour faire le bilan 2000-2015 du développement de l'éducation sur le continent et pour jeter les bases des programmes à envisager pour le post-2015

Il est apparu, à l'issue des présentations magistrales et des travaux intenses au sein des groupes thématiques, que bon nombre de pays africains n'ont pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient assignés à cause de plusieurs facteurs y compris des difficultés d'ordre structurel, programmatique et financier. S'agissant de l'objectif 1 de l'EPT relatif à la petite enfance, seuls sept pays sont assez proches du but poursuivi. Il s'agit de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Ghana, du Cap-Vert, du Botswana, de la Guinée Equatoriale et des Seychelles.

En ce qui concerne l'objectif 2 sur l'éducation primaire, les résultats sont meilleurs avec des Taux bruts atteignant 90 % dans bon nombre de pays. Cependant, il reste toujours ce fameux dernier quart de tous ceux qui résistent à l'éducation formelle et pour lesquelles il faut envisager des formules alternatives porteuses et mieux adaptées aux conditions des groupes désavantagés. Concernant l'objectif 3, sur l'enseignement secondaire, les résultats sont notoirement faibles car plus de la moitié des jeunes en âge n'y ont pas accès. Seuls le Botswana et les Seychelles ont atteint leurs cibles.

Il faut des formules alternatives hardies pour pouvoir toucher le « Dernier Quart » des laissés pour compte des programmes EPT et OMD

L'objectif 4 concerne l'alphabétisation des adultes. A ce niveau, la communauté africaine est très loin des cibles fixées. Seule la Guinée équatoriale est proche d'un Taux d'Alphabétisation de la population de 95%.

L'objectif 5 concernait l'élimination des disparités entre garçons et filles. A ce niveau, le taux est globalement satisfaisant car au moins 23 pays africains sont proches de la cible, avec des indices de parité dépassant 0.95.
S'agissant de l'objectif 6 sur la Qualité, les résultats sont difficiles à interpréter. Cependant, il ressort que la qualité est notoirement faible. Ce qui engendre des niveaux d'apprentissage très faibles, des redoublements considérables et des déperditions élevées.

L'une des réussites de cette conférence de Kigali a été de mettre en exergue le problème de la jeunesse africaine. Le pourcentage élevé

2. ACTIVITES DU GTENF

de jeunes en Afrique est à la fois un potentiel et un défi : vingt millions de jeunes, ce sont 20 millions de potentialités. Mais ce sont aussi vingt millions de défis vu le niveau élevé d'analphabétisme de cette frange de la population, notamment au niveau des groupes désavantagés.

La conférence de Kigali a donc appelé les parties prenantes à s'assurer que tous les enfants déscolarisés et non scolarisés, tous les jeunes et les adultes, en particulier les jeunes filles et les femmes, aient accès à « *un apprentissage continu tout au long de la vie et à une alphabétisation fonctionnelle adaptée* ». C'est la condition essentielle pour que le dividende « jeune » assure totalement son potentiel. Les gouvernements et ses partenaires doivent mettre au centre des préoccupations la question des programmes attractifs et pertinents d'alphabétisation pour les enfants, les jeunes et les adultes.

L'autre réussite de cette conférence de Kigali a été d'insister sur la nécessité pour l'éducation africaine de s'adapter aux exigences du XXIème Siècle et de s'approprier les nouvelles technologies. Dans un contexte marqué par la mondialisation, l'émergence du numérique, le rôle prépondérant que jouent le savoir et la généralisation de l'environnement lettré, les contreperformances de l'éducation africaine constituent un sérieux challenge.

A Kigali, les pays africains ont pris l'engagement de s'atteler avec vigueur à tous ces défis.
C'est cet engagement qui va sous-tendre leur participation aux débats qui vont baliser le Post-2015 et qui vont s'instaurer dans d'autres instances comme celles qui sont prévues à New-York, Oslo et Séoul.

La situation préoccupante des infrastructures scolaires a été au centre des débats sur le Programme Décennal de l'Education du Burkina lors de sa dernière mission conjointe d'avril 2015

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le Burkina et ses partenaires évaluent les progrès accomplis par le Programme National de Développement de L'éducation de Base –PDSEB

Les services centraux et déconcentrés du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) et leurs principaux partenaires techniques et financiers, ainsi que ceux de la société civile, des collectivités territoriales et des ministères partenaires, ont procédé, du 07 au 10 avril 2015 à Dédougou, une ville située au Nord-Ouest du Burkina Faso, à la revue annuelle de suivi des activités du Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base -PDSEB-

L'évaluation, plus connue sous le nom de Mission conjointe de Suivi du PDSEB, a pour but de constater les progrès accomplis par le secteur de l'éducation de base. Troisième du genre depuis le lancement du programme en 2012, la présente Session se proposait de : (i)faire le bilan technique et financier des activités, (ii) revoir les financements de 2014 par sous-programme et recueillir des données fournies dans le cadre du renseignement des indicateurs du PDSEB retenus dans la matrice de mesure des résultats multi-niveau, (iii) apprécier l'ensemble des résultats obtenus et (iv) formuler des orientations pour une mise en œuvre efficiente du plan d'action 2015. Pour atteindre ces objectifs, les travaux ont été séquencés en plusieurs phases :

La première a présenté les bilans techniques et financiers, ainsi que ceux qui concernent la gouvernance scolaire, le continuum, le nouveau curriculum, la gouvernance de l'ENF, et le projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) en éducation de base.

La deuxième phase s'est focalisée sur des ateliers techniques avec les groupes thématiques concernant l'Accès, le Pilotage, l'Education non formelle (ENF), la Qualité, et la Gestion financière. Chaque groupe thématique s'est retrouvé pour apporter des amendements au rapport de suivi du PDSEB, apprécier la performance du sous-secteur de l'éducation, évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations de la 2ème mission conjointe du PDSEB, et proposer des amendements de son sous-thème.

A l'issue de ce processus, les participants se sont retrouvés en plénière dans une troisième phase pour faire les synthèses et formuler des recommandations. Lors de cette séance, les participants ont noté que le rapport 2014 a connu beaucoup d'améliorations à travers (1) l'introduction d'un résumé exécutif qui donne un aperçu global de la réalisation des activités, (2) l'utilisation d'une méthode participative

Les questions d'infrastructure et d'équipement constituent un défis de plus en plus sérieux pour le PDSEB au fur et à mesure qu'augmentent les effectifs. Ici une classe bondée d'une zone périurbaine

par le biais d'enquêtes menées auprès de tous les acteurs dans la production du rapport, (3) l'adéquation du canevas avec les programmes du PDSEB et (4) un effort significatif de renseigner les indicateurs de l'ENF.

Cependant, les participants ont observé que quelques défis subsistent encore : la plupart des cibles visées dans la matrice de suivi des indicateurs du cadre de performance des résultats 2014 n'ont pas été atteintes. Certains indicateurs ne sont pas renseignés sans explication ; d'autres indicateurs sont faiblement justifiés ; les commentaires comparatifs des régions manquent de tableaux qui désagrègeraient les données par région.

Concernant le sous-programme ENF en particulier, le thème prioritaire du groupe ENF a porté sur le renforcement des capacités du personnel de base de l'ENF. Cette thématique est très pertinente car elle pose le problème du statut et du plan de carrière des personnels de base de l'ENF (animateurs, superviseurs, formateurs aux métiers, responsables FTS, coordonnateurs d'alphabétisation). Il a été recommandé la conduite d'une étude sur le statut de ce personnel. Celle-ci ferait un diagnostic complet et identifierait des stratégies de valorisation efficaces.

En dehors de ce point spécifique portant sur le thème à approfondir pour cette 3ème mission conjointe, des observations ont été faites sur (1) la formation des encadreurs de l'éducation non formelle, (2) les données relatives aux taux d'alphabétisation du programme national burkinabè d'accélération de l'alphabétisation (PRONAA), (3) la dissémination des programmes porteurs en alphabétisation, (4) le nombre de centres financés par le FONAENF et (5) le renforcement des allocations financières.

S'agissant de ce dernier, il a été constaté avec regret que le financement du sous-secteur de l'ENF est en baisse régulière. Elle est passée de 8% en 2008 à 4% en 2014. Des mesures de redressement doivent être immédiatement envisagées pour la survie du sous-secteur.

En conclusion des travaux de l'atelier, il a été recommandé de systématiser les analyses en prenant en compte les risques et hypothèses et d'apprécier la performance globale de la mise en œuvre du PDSEB avant d'aborder les programmes proprement dits.

Les participants ont produit un aide-mémoire sanctionnant les travaux, afin de mieux suivre l'application des recommandations de la 3ème mission conjointe et la préparation de celle de 2016.

L'ADEA prend part au sixième Atelier de RAMAA à Abidjan

La capitale ivoirienne a abrité en mai dernier un atelier de RAMAA, un programme de l'UIL concernant la « Recherche-Action sur la Mesure des Acquis des Apprentissages » des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation. La rencontre de 2015 avait pour objectif de faire un bilan du chemin parcouru avec RAMAA I et de jeter les bases de RAMAA II.

Le Directeur de l'UIL en entretien avec le coordonateur du GTENF

Quatre activités majeures ont ponctué les travaux: (1) une session d'ouverture sous le haut patronage du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique de la Côte d'Ivoire et du Bureau de l'UNESCO à

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Abidjan; (2) une revue critique de la 1ère phase dite RAMAA I dans laquelle six (06) pays ont participé (Burkina Faso, Mali, Maroc, Niger, Mauritanie et Sénégal), (3) le développement d'un consensus sur les grandes lignes de la 2ème phase dite RAMAA2 dans laquelle six (06) nouveaux pays se sont ajoutés (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, RCA, RDC, Tchad et Togo) et (4) une Session de synthèse et de clôture.

Au bout du processus, il s'est dégagé un consensus « *d'aller de l'avant* » avec les 12 pays. Une feuille de route globale a été proposée pour les étapes majeures. Et, sur cette base, chaque pays a proposé un chronogramme en tenant compte de son niveau d'avancement et de ses exigences programmatiques.

L'UIL, en collaboration avec les parties, devra: (1) continuer le dialogue institutionnel avec les 12 pays, notamment les 6 nouveaux ; (2) finaliser la note conceptuelle basée sur les discussions qui se sont tenues à Abidjan ; (3) accompagner les pays de la 1ère vague pour finaliser RAMAA I ; (4) constituer un groupe de pilotage et un groupe scientifique avant juillet 2015 ; (5) développer un plan de recherche avant fin Juillet 2015 ; (6) travailler sur un référentiel commun en partant de ce qui existe et des expériences de programmes analogues et ; (7) accompagner les pays pour la mobilisation du financement.

L'atelier d'Abidjan a aussi permis de nouer quelques contacts utiles avec les représentants des 12 pays afin de renforcer le réseau du GTENF/ADEA. C'est ainsi que les premiers contacts ont été noués avec les représentants du Cameroun et du Tchad pour y établir des GT pays.

Des échanges ont également eu lieu avec des partenaires clefs tels que l'UIL et le GTENF/Sénégal sur des questions spécifiques. Parmi les recommandations majeures issues de la rencontre d'Abidjan figurent les suivantes :

- R**epréciser « ce qu'on veut faire avec RAMAA** » et comment les actions entreprises doivent toutes tendre vers un tel objectif ;
- Réfléchir sur les 2 «C»: le « **Comment » et le « Combien** ». (i.e., procéder de manière à réconcilier la nécessité d'avoir un cadre commun et le besoin de respecter la diversité entre les pays, leurs programmes, leurs approches et leurs niveaux d'avancement dans la mise en œuvre) ;
- Réfléchir sur les stratégies à déployer pour lever les fonds ;
- **Commissionner des consultants externes pour évaluer effectivement l'ensemble du** chemin parcouru avec RAMAA I;
- **Réfléchir sur le volet 'communication et plaidoyer'.**

La rencontre d'Abidjan a été un réel succès à mettre au bénéfice de l'UIL, du pays organisateur, du Bureau UNESCO d'Abidjan et de l'ensemble des pays représentés. Les débats riches qui l'ont ponctuée indiquent la motivation des pays et des partenaires à faire de RAMAA une référence dans le paysage éducatif africain.

Le coordonnateur du GTENF en entretien avec la représentante de l'UNESCO, en même temps coordonnatrice du groupe de travail de l'ADEA sur la petite enfance

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL / PAYS ET DES PARTENAIRES

L'ADEA prend part à une rencontre au SENEGAL sur la promotion de l'enseignement des maths et des sciences

Un atelier sous régional a été organisé par le Sénégal et l'Agence japonaise de Coopération Internationale (JICA) en mai 2015 pour finaliser les modules de formation en construction pour les mathématiques, les sciences et les technologies dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. La rencontre visait aussi à capitaliser les acquis et initiatives des différents pays. Elle devait servir de cadre pour une mutualisation d'expériences en matière d'enseignement et d'apprentissage des maths et sciences et de la technologie dans la sous-région.

Pendant 4 jours, les participants ont présenté leurs expériences en la matière, partagé les résultats des études sur les principales activités réalisées, identifiés les défis et visiter des classes et des cellules d'animation pédagogique pour voir comment les initiatives proposées dans le cadre de ces programmes se traduisent au concret.

L'ADEA qui était invitée à cette importante rencontre a été représentée par le Coordonnateur du Groupe de Travail de l'Éducation non formelle (GTENF), Pr. Bah-Lalya. Dans son intervention au nom de la Secrétaire Exécutive Mme Oley Dibba-Wadda, le coordonnateur a fait remarquer que l'ADEA trouve un énorme intérêt dans la coopération avec le Japon et avec les ministères d'éducation et de formation de la sous –région.

Les travaux menés dans le cadre de ce programme sont effectivement en phase avec ceux en cours au sein de l'ADEA, notamment en ce qui concerne la mutualisation des expériences pour le renforcement des mathématiques et des sciences dans le curriculum des systèmes éducatifs africains. C'est pourquoi l'association a créé en son sein un Groupe de Travail spécialement dédié à ces matières et qui se donne comme objectif

Le présidium de l'atelier. On reconnait le représentant de l'ADEA, coordonnateur du GTENF, (2ème à partir de la gauche), le Secrétaire Général du Ministère de l'Education (au centre) et le représentant de la JICA

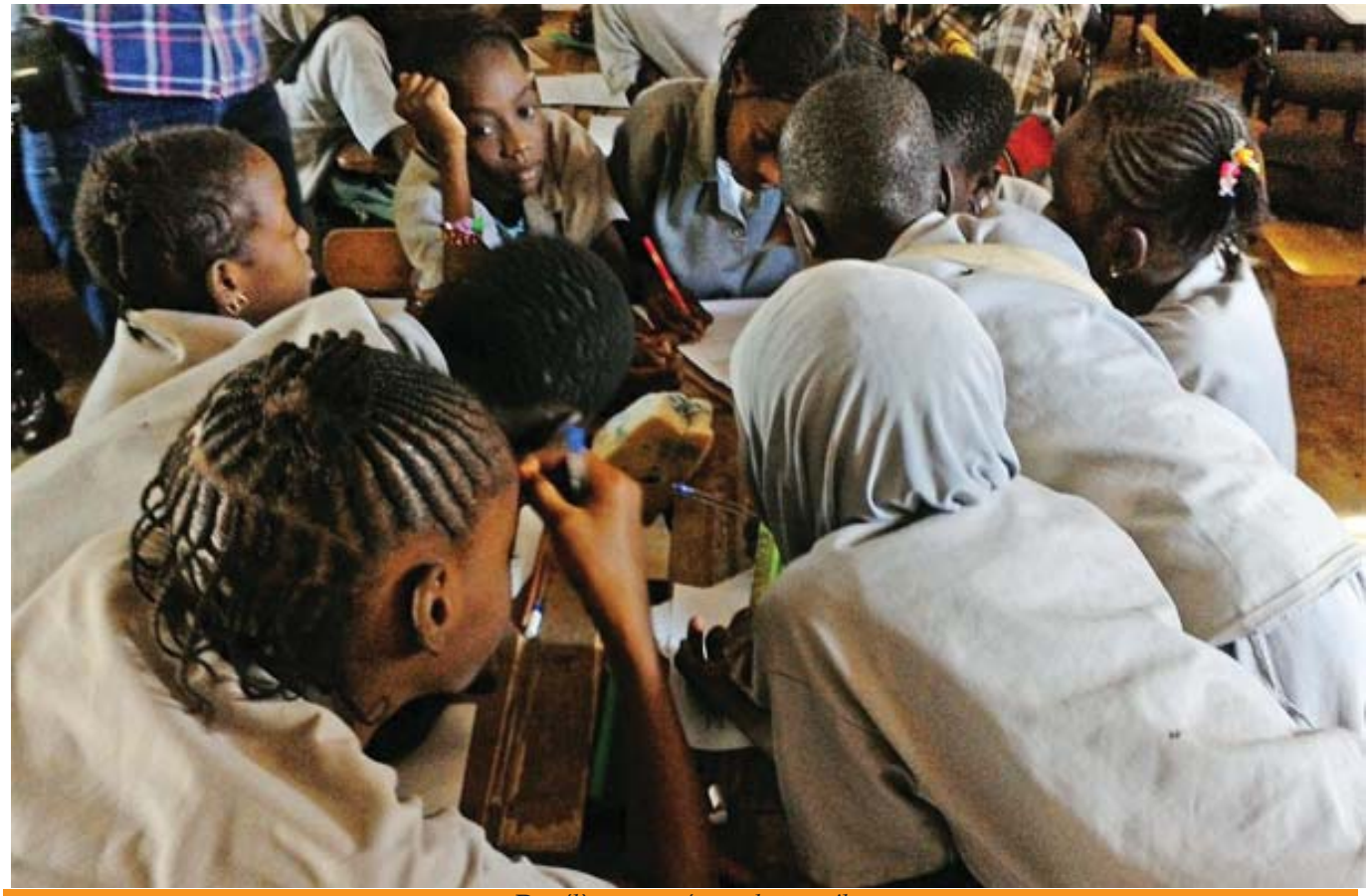
Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

d'améliorer les programmes d'enseignement des mathématiques et des sciences en Afrique. Ce groupe s'est mué en Pôle de Qualité Inter-pays pour plus d'efficacité, une meilleure dissémination des bonnes pratiques et une meilleure adaptation aux défis du 21ème siècle.

C'est aussi la raison qui explique que l'ADEA, à travers son Groupe de Travail sur l'Education Non-formelle, est en train de procéder à une cartographie des foyers coraniques au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, afin d'aider à compléter les programmes d'éducation dispensés dans ces foyers, programmes qui pèchent par la faible proportion d'enseignement des mathématiques et des sciences.

Le Groupe de l'ADEA conduit également des revues par les pairs au Congo et au Burkina avec le souci de renforcer l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques de l'administration scolaire et dans les processus d'apprentissage.

Des débats riches et soutenus se sont déroulés dans deux villes sénégalaises (Dakar et Thiès) pour couvrir des points aussi décisifs que : (1) la pérennisation des acquis à travers une institutionnalisation bien pensée, (2) le rôle des apprenants dans une réforme qui ambitionne de passer de l'approche qui privilégiait l'enseignement à une autre qui se fonde sur l'apprentissage, (3) comment s'assurer que les encadreurs ne supplantent pas les maitres en situation de classe, (4) les modules de formation à privilégier, compléter, soutenir et disséminer, (5) la prise en compte du préscolaire, du post-primaire et du non formel dans le cadre d'un continuum qui couvre l'ensemble de l'éducation de base, (6) comment passer à l'échelle pour que les acquis des programmes soutenus par la JICA soient bénéfiques à l'ensemble des apprenants des pays concernés, (7) comment mettre en cohérence les données provenant aussi bien des recherches quantitatives que qualitatives pour renforcer le programme sur le terrain, (8)



Des élèves en scéance de travail

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL / PAYS ET DES PARTENAIRES

comment assurer un financement adéquat, et (9) comment intégrer l'approche pédagogique ASEI-PDSI dans les programmes nationaux et dans les écoles de formation des formateurs.

Ces débats et les visites de terrain ont permis de formuler huit recommandations majeures:

1. Envisager une activité d'implantation du module groupe d'apprentissage auprès des enseignants;
2. Renforcer le suivi ;
3. Introduire les modules dans le référentiel de formation initiale ;
4. Plaider auprès des dirigeants d'appuyer effectivement l'enseignement des mathématiques et des sciences à tous les niveaux d'enseignement ;
5. Exhorter les encadreurs d'organiser des activités de recherche – action ;
6. Organiser périodiquement des rencontres sous régionales de manière tournante ;
7. Envisager des activités susceptibles de garantir un continuum (pré et post primaire, non formel);
8. Introduire les TIC pour la promotion des sciences et des mathématiques.

Les conclusions et recommandations de cet atelier de mutualisation qui a été organisé par la JICA et le Ministère de l'Education nationale du Sénégal confortent l'approche utilisée par la coopération japonaise pour soutenir les systèmes éducatifs africains dans le développement des sciences d'une part et, de l'autre, les choix stratégiques faits par l'ADEA pour une éducation en phase avec les besoins réels de développement social et économique de L'Afrique. La Triennale de l'ADEA à venir, qui doit se tenir au Maroc, continuera la réflexion engagée à Dakar et à Thiès grâce à la coopération japonaise et au gouvernement sénégalais.

4. PUBLICATIONS

Des réalisations mitigées de l'EPT 2000-2015 mises en exergue par l'UNESCO dans son « *Rapport Global de Suivi de l'EPT 2000-2015*» [6]

La Conférence d'Oslo d'avril 2015, dédié au lancement du dernier Rapport global de l'EPT, a été une sérieuse occasion de faire un bilan des initiatives prises à Dakar en 2000. Ce lancement a réuni des experts confirmés en provenance du monde entier.

L'objectif de cette rencontre était de procéder au lancement, d'une part, du rapport global et, d'autre part contribuer à la réflexion engagée au niveau mondial pour dégager les contours du Post-2015.

Les recommandations issues de cette rencontre contribueraient au processus de définition de ce que sera l'après EPT, processus qui passe par la Conférence d' Oslo, celle de New York et le forum de Incheon en Corée du Sud. Le GTENF a eu l'insigne honneur d'être invité à ce grand rendez vous afin de présenter son programme sur le développement d'un réseau pour les jeunes vulnérables.

L'éducation des enfants originaires des groupes défavorisés a été au centre des préoccupations exprimées dans le rapport 2015 de suivi de l'EPT. Ici une campagne de sensibilisation sur la scolarisation en zones nomades

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Cet atelier a abouti à des observations et des recommandations pertinentes. Il a constaté, en premier lieu que les progrès accomplis dans le domaine de l'accès à la scolarisation sont significatifs à travers le monde. En 2012, 184 millions d'enfants sont scolarisés dans l'enseignement pré-primaire, ce qui représente une progression de près de 2/3 par rapport à 1999. Au primaire, les taux nets de scolarisation se sont accrus de plus de 20% dans la même période, dans 17 pays dont 11 se trouvent en zone subsaharienne.

Les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire sont passés de 71 à 85% durant la même période aussi. La majorité des pays à revenu faible a légiféré pour rendre gratuit ce 1er cycle. S'agissant des adultes, le taux d'analphabétisme a légèrement reculé, de 18 à 14% entre 2000 et 2015.

La parité entre les sexes, qui était un autre objectif majeur de l'EPT, a progressé, quoique de manière insuffisante. S'agissant de la qualité de l'éducation, les ratios élèves-enseignants ont baissé au niveau primaire dans 83% des 146 pays disposant de données fiables en la matière.

En ce qui concerne le financement, nombreux sont les pays qui ont revu à la hausse les dépenses consacrées à l'éducation. Il faut reconnaitre aussi que les partenaires techniques et financiers ont contribué à l'effort général.

Malgré ces constats très élogieux, le rapport a établi que, d'une manière générale, les résultats atteints par le mouvement d'Education Pour Tous ont été mitigés et les objectifs fixés insuffisamment atteints.

L'EPT visait à faire en sorte qu'en 2015 tous les apprenants, notamment les femmes et les filles en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques aient la possibilité d'accéder à un enseignement gratuit et de qualité et à le suivre jusqu'à on terme. Dès lors il est paradoxal que près de 58 millions d'enfants ne soient pas scolarisés à travers le monde.

L'autre préoccupation sérieuse est qu'en dépit de la scolarisation qui s'est accentuée entre 2000 et 2015, dans 32 pays d'Afrique et d'Asie, au moins 20% des enfants qui ont eu la chance d'aller à l'école, ont abandonné avant de boucler le primaire. Dans les pays à faible revenu près de 100 millions d'enfants n'ont pas achevé l'enseignement primaire. A ceux-ci il faut rajouter les non scolarisés.

La confusion entre éducation et scolarisation a persisté tout au long de la décennie. Ce qui fait que bon nombre de systèmes éducatifs ont négligé les approches alternatives du non formel et de l'informel qui auraient eu l'avantage d'être plus pertinentes par rapport aux besoins et mieux à même de toucher ceux qui ont résisté à la scolarisation.

Ces enfants non scolarisés et déscolarisés proviennent, en général, des couches défavorisées. Par exemple aux philippines, à peine 69% des enfants issus des familles pauvres sont admis au collège contre 94% des enfants issus des familles riches. Quant aux adultes, malgré tous les efforts, 781 millions, notamment les femmes sont encore analphabètes.

L'autonomisation des femmes notamment celles issues des milieux pauvres doit être au centre des programmes post-2015

Le rapport indique que parmi les raisons qui expliquent ces résultats mitigés figure en bonne place la question du financement. Un des résultats clefs de Dakar était que tout plan EPT

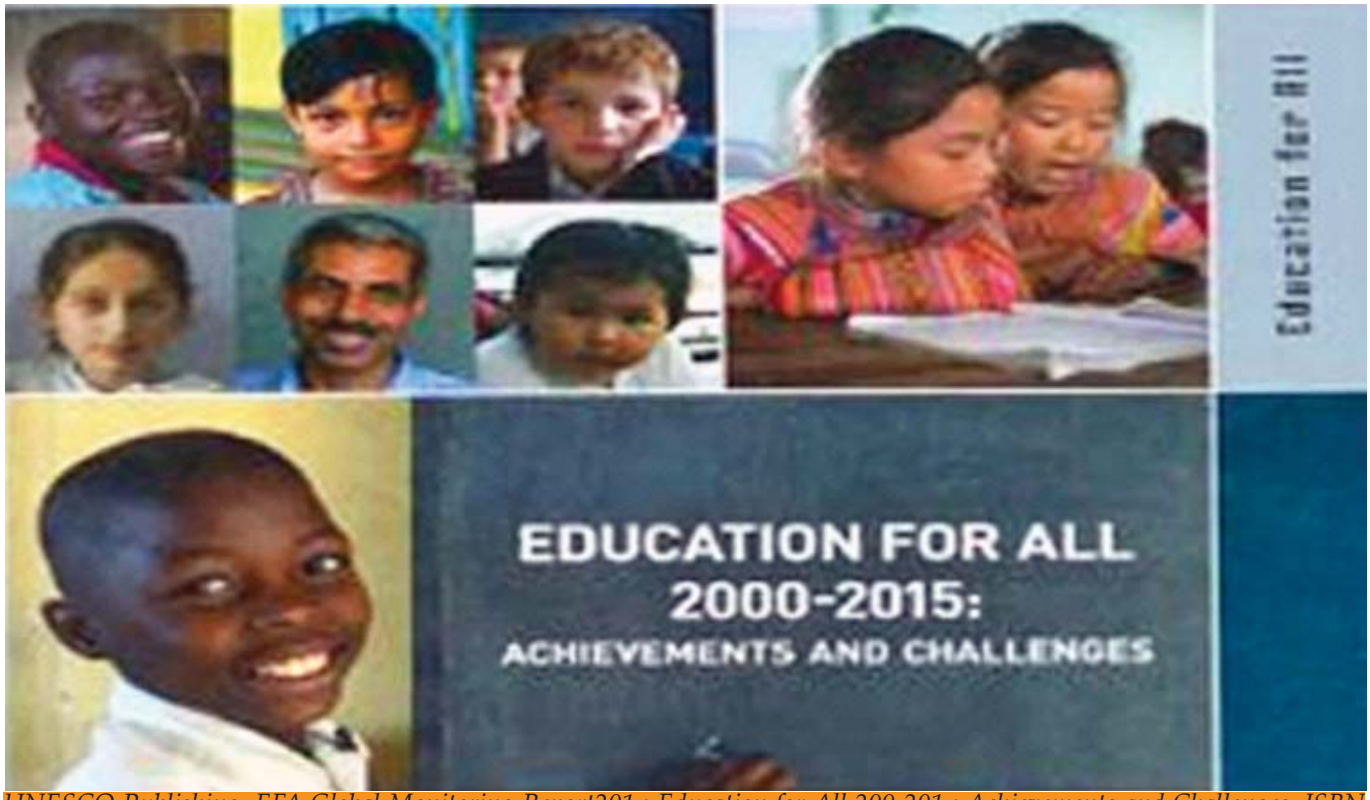
crédible devrait être financé. Malheureusement çà n'a pas été toujours le cas. Plusieurs pays ont développé des plans d'action EPT solides, mais qui n'ont jamais été financés.

En conclusion le rapport propose un certain nombre de solutions pour faire face à ces défis. Parmi celles-ci les suivantes sont les plus remarquables :

- Orienter l'effort éducatif vers les groupes défavorisés, en particulier ceux qui font face à une situation de conflits ou de post conflit ;
- Renforcer les systèmes d'information et de gestion de l'éducation pour permettre des décisions informées et élaborer des arguments convaincants avec les bailleurs de fonds;
- Mettre un accent particulier sur la formation des enseignants la cheville ouvrière pour une bonne qualité de l'éducation;
- Réfléchir sur les méthodes les plus innovantes pour éradiquer l'analphabétisme;
- Revoir fondamentalement le financement;
- Continuer sous une forme ou une autre de confectionner les rapports de suivi EPT qui ont l'avantage de donner des informations pertinentes, de mobiliser les partenaires et de proposer des perspectives viables;
- Obtenir, en plus de solutions techniques, l'influence et l'adhésion politique.

En somme il faut concevoir un nouveau paradigme qui sortirait l'éducation de sa tour d'ivoire, qui permettrait de développer des programmes inter et intra sectoriels plus viables, et des programmes plus efficaces en faveur de ceux que l' EPT et les OMD ont laissé en rade, entre 2000 et 2015.

Le Rapport de suivi EPT est disponible au site de l'UNESCO. Pour plus d'informations contacter le GTENF.



UNESCO Publishing. EFA Global Monitoring Report201 ; Education for All 200-201 : Achievements and Challenges. ISBN 978-92-3-100085-0

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

La 7ème Assemblée générale du FONAEF: une étape décisive du développement de l'éducation non formelle au Burkina

La 7ème Assemblée générale du Fonds pour l'Alphabétisation et l'Education non formelle (FONAENF) s'est tenue à Ouagadougou, au Centre Cardinal Paul Zoungrana les 18 et 19 juin 2015. Cette Assemblée générale marque une étape décisive du développement de l'éducation non formelle au Burkina Faso.
Pour rappel, le FONAENF est une structure créée au niveau national du Burkina pour plus de cohérence et de coordination à l'appui que le sous-secteur reçoit des partenaires.

En une dizaine d'années de fonctionnement, le FONAENF s'est forgé une réputation d'excellence au niveau sous régional. Il est, en effet, reconnu pour « *sa stabilité, sa rigueur au travail, la continuité et la tolérance zéro pour tout ce qui concerne la gestion des fonds* » qui lui sont confiés.

A cause de cette renommée, il a pu mobiliser près de 14 milliards de FCFA, créer une centaine d'emplois et être à l'origine de près de 90% de résultat en alphabétisation au Burkina. Malgré ces résultats significatifs, la structure fait actuellement face à un certain nombre de problèmes : Le budget alloué à l'Education Non Formelle(ENF) par le Gouvernement a considérablement diminué ces dernières années. Il y a une absence de prévisibilité du financement. Le taux d'alphabétisation des adultes est encore parmi les plus faibles du monde.

La mise en œuvre de la décentralisation de la structure ne se fait pas sans difficultés.
Ces défis ont fait l'objet de débats au cours de la session. Le rapport moral et financier 2013-2014 a été aussi examiné.

Les recommandations de la 6ème Assemblée générale ont été également examinées. Un accent particulier a été mis sur le rôle du FONAENF dans la décentralisation. Des propositions

L'alphabétisation des parents est un facteur essentiel pour l'éducation des enfants. Ici, une fillette apprend ses leçons sous le regard attentif de sa mère pourtant analphabète

d'orientation ont été faites pour adapter les procédures du FONAENF à cette nouvelle politique. Les compétences à transférer aux collectivités ont été précisé au cours de cette assemblée générale. Les antennes régionales seront désormais suspendues et remplacées par les conseils régionaux.

La 7ème Assemblée générale s'est terminée par le renouvellement du Conseil d'Administration. C'est ainsi que l'ancien Secrétaire général du MENA (Mr Emmanuel GOABGA) qui a représenté le Gouvernement dans plusieurs travaux du PDSEB a été élu président de ce Conseil.
L'ADEA, à travers le GTENF, ainsi que le Réseau d'éducation non formelle du groupe de travail s'associe à l'Assemblée générale pour remercier l'équipe sortante et souhaiter pleine réussite à la nouvelle.

L'ADEA SE RENOUVELLE

Le Secrétariat Exécutif de l'ADEA quitte définitivement Tunis pour rejoindre son institution hôte à ADEA, Immeuble Banque Atlantique, 6ème étage, Avenue Nogues, Abidjan, Côte d'Ivoire. Cette relocation s'est accompagnée par un changement en profondeur de l'ensemble du personnel.
Au sommet du Comité Exécutif le mandat officiel de Dr Nzingai Mutumbuka a pris fin. l'ADEA lui a rendu un hommage particulier. Dr Mutumbuka a été remplacé par M. Peter Materu, Chef de secteur de l'Éducation pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale de la Banque mondiale.

Au niveau du Secrétariat Exécutif proprement dit, il y a eu plusieurs départs au rang desquels: (1) Dr Hamidou Boukary, spécialiste en chef de l'éducation, (2) Mme Thanh-Hoa Desruelles, responsable principale des relations externes et de la communication, (3) Mme Sabine Diop, responsable principale des finances et du budget, (4) Mr Beedeeanun Conhye, responsable principal de la gestion des savoirs, (5) Mme Olfa Battik, assistante des finances, (6) Mme Raoudha Bouhani, préposée à la gestion du savoir, et (7) Mme Samia Harzi, assistante de l'équipe.

D'autres sont restés et pour la plupart occupent de nouvelles fonctions. Certains occupent leurs anciens postes, mais ceux-ci ont été redéfinis: (1) Mr Shem Bodo qui était chargé de programme au niveau du GTGEAP est devenu responsable principal du programme ; (2) Mme Raky Gassama Coly qui était assistante au niveau du programme est devenue responsable de la gestion du savoir; (3) Mr Aloïse Prosper Faye est resté au poste de responsable des ressources humaines et de l'administration; (4) Mme Sanou Leye Diop est aussi restée à la comptabilité ; (5) Mr Mamy Razafimahatratra a été également maintenu au poste d'Assistant de la gestion des savoirs.

A ces anciens, dont les noms sont familiers, sont venus s'ajouter : (1) Mr Stefano De Cupis au poste de responsable principal de la communication, (2) Mr Foday Kargbo, au poste de responsable principal des finances ; (3) Mme Aida Sylla comme Secrétaire principale, et (4) Mme Ramata Almamy en charge des relations externes et des partenariats stratégiques.

Au nom du GTENF et de l'ensemble des membres du réseau d'éducation non formelle, le Coordonnateur du GTENF, Pr Bah-Lalya a souhaité une excellente suite de carrière aux collègues sortants et très bienvenue aux nouveaux. Il leur a assuré qu'ils peuvent absolument compter sur le GTENF dans l'exécution des activités que le Comité Directeur a confiées au Groupe de travail et pour les appuyer dans leurs activités au Secrétariat Exécutif proprement dit. Le GTENF jouera pleinement son rôle de « bras de l'ADEA » pour être l'un de ses services efficaces en charge des mises en œuvre.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Kibare, le lien entre les acteurs de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation en afrique.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)
Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso - Tél. : +226 25 36 58 45 - www.

Bulletin du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA